



© AVSF

Une expérience de
développement des **capacités**
d'incidence des
organisations de **petits**
producteurs de cacao
du Pérou

Enseignements du projet PROCACAO

Pierril Lacroix & Romain Valleur

Novembre 2008 (2^{ème} édition mars 2010)

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

18 rue de Gerland - 69 007 Lyon / Tél. : 33 (0)4 78 69 79 59 / Fax : 33 (0)4 78 69 79 56
45 bis, av. de la Belle Gabrielle - 94 736 Nogent sur Marne Cx / Tél. : 33 (0)1 43 94 72 01 / Fax : 33 (0)1 43 94 72 17
Courriel : avsf@avsf.org / Internet : www.avsf.org / Association Reconnue d'Utilité Publique

Une expérience de développement des capacités d'incidence politique des organisations de petits producteurs de cacao au Pérou : le projet PROCACAO

Pierril Lacroix & Romain Valleur¹
Novembre 2008 (Réédition en mars 2010)

1 Analyse du contexte politique au Pérou et de la production de cacao

De manière générale au Pérou, le contexte économique, politique, social et légal est peu favorable au développement socio-économique des familles paysannes les plus pauvres établies à l'intérieur du pays. Actuellement, le gouvernement central s'est engagé dans une politique libérale visant en particulier la mise en œuvre du Traité de libre échange avec les Etats-Unis et privilégiant le secteur exportateur privé du pays ainsi que l'investissement pour l'exploitation des ressources non renouvelables tels que l'industrie minière, le pétrole, le gaz. De la même manière, les organisations de la société civile et du secteur productif font pression sur les gouvernements locaux, régionaux, et le gouvernement central pour exiger plus d'attention à l'égard des familles paysannes, et plus de soutien aux activités de production agricole dont dépend une bonne partie de la population.

Au Pérou, la culture du cacao est historiquement liée à la culture de la coca puisqu'il se cultive dans les mêmes zones agro écologiques, c'est-à-dire dans les zones de piémont de l'Amazonie Péruvienne (200-900 mètres d'altitude). De nombreuses institutions de coopération internationale ont travaillé dans ces zones, et certaines ont développé le cacao comme une alternative à la coca. Les vallées cacaoyères de Huallaga et du fleuve Apurimac ont été marquées par la violence du narcotrafic et de la subversion (1984-94). Ces événements ont limité le développement des organisations de producteurs de cacao.

Le cacao est l'un des principaux produits tropicaux d'exportation vers les pays du Nord. Les principaux pays producteurs sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Nigéria. L'Indonésie est aussi un acteur important dans la production et l'exportation du cacao. Face à ce marché mondial de volume (4 millions de tonnes de cacao), le Pérou se positionne comme un petit producteur (35000 tonnes en 2007, à savoir moins d'un 1% de la production mondiale). La spécificité du cacao péruvien est qu'il s'agit d'un cacao fin et organique. Il y a quelques années le cacao du Pérou était presque inconnu au niveau international et c'est en particulier grâce à l'effort des organisations qui développent l'offre de cacao de qualité sur les marchés spéciaux, que le pays gagne peu à peu une reconnaissance dans la filière cacao. Consécutivement, la

¹ Tous deux ingénieurs agro-économiste et respectivement : responsable du département "Agricultures paysannes et territoires" d'AVSF en France, et assistant technique expatrié en appui aux organisations paysannes économiques au Pérou. Cet article a été produit dans le cadre des travaux de capitalisation d'expériences engagées par la Commission "Agriculture et Alimentation" (C2A) de Coordination Sud pour une publication finale : "Comment défendre les Agricultures Familiales ?"

production cacaoyère au Pérou s'est développée fortement ces dernières années, passant de 25000 à 35000 tonnes entre 2003 et 2007.

Actuellement, on considère qu'environ 35 000 familles vivent de la production du cacao au Pérou pour une surface cultivée d'environ 65 000 hectares. Au niveau technique, les niveaux de technologie sont hétérogènes mais plutôt limités dans l'ensemble. L'atomisation et la fragmentation de la propriété caractérisent la majorité des unités productives, qui comptent moins de 2 has de cacao. 95 % des producteurs péruviens n'ont pas accès au financement pour pouvoir gérer convenablement leurs activités agricoles. Il s'agit donc majoritairement de petits producteurs qui affrontent des situations d'isolement géographique, d'absence de services publics, et de conditions d'accès limité au capital et aux marchés. Dans ce contexte, une partie des producteurs a décidé de s'organiser pour faire face aux problèmes socioéconomiques de ses membres et pouvoir orienter les appuis au secteur cacao en fonction des intérêts des familles paysannes, selon une dynamique d'inclusion sociale.

Considérant les difficultés vécues par les organisations cacaoyères et leur volonté de coordonner leurs efforts au niveau national, en 2004, AVSF débute un projet d'appui à la production, à l'organisation, à la commercialisation, et à la représentation politique des petits producteurs de cacao, avec le projet Procacao, cofinancé par les fondations Doen, Rabobank et le programme PSO de Hollande.

Quatre ans plus tard, il semble pertinent de réaliser un premier bilan sur le renforcement des capacités de représentation des organisations de producteurs de cacao pour la mise en œuvre d'appuis coordonnés au secteur et de politiques publiques favorables aux familles productrices de cacao.

2. Le fonctionnement de la filière cacao au Pérou et son évolution dans les dernières années

2.1 Une commercialisation conventionnelle dominée par de grandes entreprises apportant peu de bénéfices aux producteurs

Il y a quelques années, la majeure partie du cacao péruvien (80% à 90%) était destiné à l'agro-industrie nationale, constituée principalement par les entreprises suivantes : *Machu Picchu Coffee Trading*, *Negusa Corp. SA*, *Corporación del Bosque* et *Goods Foods* (ex *Winter*). Ce cacao de qualité ordinaire était transformé et commercialisé sur le marché Péruvien et le marché export.

Ces entreprises disposent d'un réseau de collecteurs au niveau local et régional qui rassemblent les volumes dont ils ont besoin pour leurs usines de transformation. Le dérivé principal de cette industrie est le beurre de cacao, produit pour lequel la qualité sensorielle du cacao dispose d'une importance secondaire. Les industriels utilisent du cacao de mauvaise qualité pour préparer le chocolat destiné au marché national. Pour cette raison, les entreprises reçoivent tous les types de cacao, c'est-à-dire du cacao à fort taux d'humidité (jusqu'à 25%), des grains non fermentés donc faiblement aromatiques, et des cacaos avec beaucoup d'impuretés. Dans leurs transactions avec les collecteurs, les producteurs souffrent particulièrement de l'absence d'information fiable sur le prix du marché et méconnaissent les marges des entreprises et des agents intermédiaires.

La proposition des organisations de producteurs est de mettre fin à ce « cercle vicieux » où l'industriel ne paye pas pour le cacao de qualité et où les producteurs n'améliorent pas la qualité de leur cacao parce qu'ils n'en retirent pas de bénéfices. Face à cette situation, il s'agit de permettre aux producteurs de se positionner sur des segments du marché valorisant la qualité du cacao et d'assurer la transparence sur les prix par le biais de transactions commerciales gérées directement par les producteurs organisés. Pour atteindre cet objectif, AVSF a fortement appuyé les organisations à se positionner sur des marchés qui valorisent la qualité sociale, organoleptique et environnementale des produits, notamment sur les marchés biologiques et du commerce équitable.

Actuellement, les pratiques des entreprises de la filière cacao continuent d'être défavorables aux producteurs. Néanmoins l'émergence d'un secteur organisé plus fort a permis aux producteurs de maîtriser une part croissante de la production de cacao, de 10% en 2003 à pratiquement 30% en 2008. Pour la majorité des producteurs qui continuent de dépendre du système commercial des grandes entreprises, là où il existe des organisations, celles-ci opèrent comme des régulateurs du prix payé dans les zones de collecte. Car les organisations essaient toujours de payer un meilleur prix, ce qui d'une certaine façon oblige les intermédiaires des grandes entreprises à augmenter leurs prix d'achat. Dans les zones où il n'y a pas d'organisation, la situation est bien différente : selon des rapports du projet Procacao, les prix du cacao payés aux producteurs sont inférieurs de 25%.

2.2 L'organisation progressive des producteurs et le développement des alternatives favorables aux producteurs.

Au niveau local

La commercialisation du cacao par les organisations cacaoyères est récente, seule la coopérative CAI Naranjillo était active sur la commercialisation depuis les années 1980. En 2003 avant le projet Procacao les volumes collectés par les organisations de producteurs étaient limités, en particulier parce que les organisations n'avaient pas accès, aux marchés rémunérateurs qui valorisent le cacao de qualité. Un autre problème était le manque de capital de collecte afin de mener à bien leurs opérations commerciales.

Au début de l'intervention d'AVSF, en 2004, seulement trois des organisations cacaoyères au Pérou disposaient déjà d'un certain développement productif et commercial, avec un accès direct au marché. Les autres organisations en création manquaient de capacité d'organisation ou managériale, ou bien elles ne disposaient pas des capacités spécifiques sur le cacao (cas des organisations de producteurs de café qui souhaitaient diversifier les revenus de leurs adhérents grâce au cacao).

Le programme Procacao a proposé de développer une intervention large visant le renforcement de capacités d'environ 12 organisations de petits producteurs de cacao en cherchant à améliorer leur pouvoir de négociation et en leur permettant de faire face aux grandes entreprises de commercialisation nationales. Renforcer ces associations dans le processus de commercialisation est important, dans la mesure où cela permet une bonne orientation de la production vers des marchés spéciaux qui assurent aux producteurs de cacao une meilleure rémunération de leur produit et de leur travail. La promotion de l'organisation collective s'appuie en particulier sur des programmes de formation visant à développer de nouveaux styles de gestion de l'organisation avec une vision d'entreprise. Pour la bonne gestion des organisations, il est nécessaire également

d'établir ou d'adapter des normes internes basées sur les principes de transparence, d'équité et de participation.

La stratégie commerciale était d'appuyer la commercialisation du produit sur des marchés segmentés. Ainsi, les organisations pouvaient se différencier du système de collecte et commercialisation conventionnel, en particulier par l'amélioration de la qualité du cacao grâce à des pratiques de traitement post-récolte plus exigeantes et par le développement de la production biologique. Grâce à ce travail, les organisations obtiennent des prix d'exportation qui dépassent de 30% les prix obtenus par d'autres organisations privées, comme le montre le tableau suivant :

Comparatif des volumes et des prix de cacao en grain exporté ; source : Douanes 2007

Exportation de cacao en Grain FOB	Montant total en USD	Prix moyen en USD par kilo
Organisations membres de l'APPCACAO	6 629 715	2,83
Organisations non membres / entreprises	4 529 312	2,00

Au niveau national

Jusqu'en 2004, les producteurs de cacao ne disposaient pas d'une représentation syndicale au niveau national, ce qui limitait les possibilités de défense du secteur face à des institutions publiques et privées et l'émergence rapide de nouvelles organisations cacaoyères. Pour faire face à ces contraintes, en octobre 2004, dans le cadre de la II Rencontre Nationale du Cacao, les producteurs de 10 organisations de cacao, ont créé l'**Association Péruvienne des Producteurs de Cacao – APPCacao**, comme syndicat national des producteurs de cacao. Quatre ans plus tard l'APPCacao représente approximativement 9.500 producteurs de cacao répartis dans les 19 organisations de producteurs, et cultivant environ 19.000 hectares.

3 Le processus d'incidence politique de l'APPCACAO et de leurs organisations de base : les stratégies développées et les principaux acquis obtenus au niveau local, régional et national

3.1 Analyse du contexte politique et des opportunités pour les organisations de producteurs

Le Pérou se trouve actuellement dans un processus de décentralisation relativement avancé. Avec le transfert de ressources financières et de fonctions du gouvernement central aux gouvernements locaux et régionaux, on attend de ces derniers qu'ils soient promoteurs du développement local, en planifiant et en exécutant les budgets de manière participative, et en impliquant la société civile organisée. Néanmoins, les gouvernements locaux ne disposent pas toujours des outils et des capacités pour assurer une gestion transparente, démocratique et efficace impliquant un bénéfice pour les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, le redéploiement plutôt récent de la société civile autour d'organisations paysannes ne permet pas

encore la construction d'une vision partagée du développement durable entre les autorités locales et les familles paysannes.

Cependant, certains outils mis en œuvre par l'Etat Péruvien dans le cadre de la décentralisation, tels que les budgets participatifs, permettent à la société civile organisée de présenter des propositions de développement économique financés par les gouvernements locaux. Le transfert significatif des ressources aux gouvernements régionaux constitue également une opportunité potentielle importante pour la négociation d'appuis au secteur agricole de la part des producteurs.

Au niveau national, pour l'Etat péruvien et les agences de coopération, s'il est vrai que la filière cacao est relativement marginale par rapport aux grandes productions comme celles du café, de la pomme de terre et du riz, le secteur du cacao est attractif en constituant une des rares alternatives à la coca dans les zones amazoniennes. Il existe donc une prédisposition de différents acteurs à appuyer le secteur du cacao. Pour les organisations, l'enjeu de l'incidence politique est plutôt d'orienter les appuis afin qu'ils prennent en compte l'ensemble des problématiques des producteurs au sein de la filière et selon des soutiens qui visent l'autonomie économique des organisations et non l'obtention de résultats importants à court terme sur la seule base de politiques "d'assistance", largement développées ces dernières années. Dans ce contexte, le projet Procacao a envisagé un accompagnement global pour le renforcement des organisations dans la perspective de développer une vision partagée entre les producteurs organisés et les pouvoirs publics. Le projet Procacao considère primordiale la participation de la société civile organisée dans la vie démocratique; mais pas seulement tous les trois ou cinq ans. Cette participation est primordiale afin d'assurer que les intérêts des populations soient représentés, dans l'élaboration et l'exécution des budgets, dans la proposition, le débat et l'approbation des lois et des règlements; et dans l'accomplissement honnête, efficient et transparent des interventions publiques.

Face à cet enjeu majeur, AVSF perçoit la nécessité de construire des alliances et d'assurer des engagements plus importants de la part des gouvernements locaux et régionaux, sur la base du principe d'une meilleure gouvernance. Il s'agit également d'assurer le cofinancement des budgets de la coopération, de plus en plus limités, et surtout de garantir la durabilité des actions étant exécutées et financés par des budgets locaux.

Pour mettre en marche cette stratégie de promotion de l'incidence politique des organisations de producteurs de cacao, Procacao propose différents axes d'intervention au niveau local avec les organisations de base, au niveau régional avec les organisations faitières et au niveau national avec l'Appcacao.

Au niveau local, parallèlement à la mise en œuvre de plans de formation des membres des organisations, il s'agit de promouvoir la création d'espaces de travail interinstitutionnelles, spécialement avec les autres acteurs du développement local (Municipalité, Caisse de crédit, autres projets, etc.)

La création de ces instances a trois objectifs principaux :

- créer un espace de coordination pour optimiser l'utilisation des ressources humaines, techniques et financières des organisations paysannes et des institutions publiques et privés présentes au niveau local ;

- créer un espace de débat- et si possible la création de synergies – sur les pratiques et les politiques locales de développement et d'appui à l'agriculture paysanne ;
- finalement, permettre que les organisations de producteurs réussissent à présenter et négocier des propositions pour bénéficier d'appuis financiers en particulier de la part des Municipalités.

Par ailleurs, l'appui d'AVSF consiste en la formulation de propositions de conventions de partenariat avec les gouvernements locaux et à assurer la participation effective des organisations dans les espaces autorisés par la loi 27972, « Loi organique des municipalités ». Ces espaces dits des budgets participatifs permettent aux gouvernements locaux de promouvoir le développement économique local par la mise en œuvre de projets assurant la valorisation des ressources du territoire.

Au niveau national, il est primordial selon AVSF d'appuyer la coordination des organisations de producteurs de cacao au niveau national au sein d'une instance représentative assurant la défense des intérêts des producteurs et de leurs organisations. L'objectif est que l'Appcacao constitue un espace de réflexion et de formulation, qui négocie et se concerta avec les différentes institutions de coopération sur une proposition pour améliorer le développement de la filière cacao, en influençant la mise en œuvre de politiques nationales assurant en particulier l'élaboration de normes techniques et la défense de l'image du cacao de qualité péruvien.

3.2 Quelques résultats de l'incidence politique au niveau des gouvernements locaux

Pour appuyer le renforcement des organisations cacaoyères et leur offrir des éléments de proposition pour la concertation avec les municipalités, il s'agit, en premier lieu de parvenir à une vision partagée du développement local en assurant un rôle de promotion productive de la part des municipalités. Les propositions de développement des organisations cacaoyères visent plus au niveau local la continuité des programmes d'assistance technique pour améliorer les plantations, la qualité du produit et la commercialisation et le renforcement de la vie interne des organisations.

Pour illustrer cette proposition de travail, il convient de présenter le travail développé avec l'Association régionale des producteurs de cacao de la région de Tumbes (ARPROCAT) dans une zone limitrophe avec l'Equateur, au nord du Pérou.

Ce travail a commencé par l'accompagnement d'AVSF et de son allié stratégique l'ONG « PIDECAFE ». Les appuis ont permis de développer des capacités internes aux organisations pour défendre des propositions d'amélioration de la culture du cacao auprès des municipalités des districts de Zarumilla et Aguas Verdes et assurer leur appui dans le cadre des budgets municipaux. Pour cela il a fallu, dans une première étape, réaliser de nombreux ateliers auprès des producteurs sur les normes légales permettant la participation de la société civile organisée dans l'orientation et l'approbation des budgets municipaux. Il a fallu aussi négocier avec les fonctionnaires des municipalités afin d'obtenir leur accord pour travailler avec les organisations. Ainsi, les producteurs ont priorisé un programme d'assistance technique et d'investissement des municipalités.

Aujourd'hui les municipalités de Zarumilla et Aguas Verdes financent les organisations avec du personnel et des fonds pour la construction d'infrastructure de transformation primaire du cacao, ce qui permet l'extension des zones de culture et la qualité du cacao et, au final, l'amélioration de

la qualité de vie des petits producteurs de cacao. Avant l'intervention d'AVSF les paysans méconnaissant le potentiel de qualité intrinsèque de leur produit, le vendaient à des intermédiaires équatoriens à des prix plus bas qu'ils ne reçoivent aujourd'hui.

Dans d'autres zones, Procacao a permis l'implication des gouvernements locaux en appui aux producteurs de cacao, en particulier dans la Municipalité Provinciale de Morropón (région Piura), dans la Municipalité provinciale de Bagua capital et les Municipalités de districts de Cajaruro et Palacios (région Amazonas) et dans les municipalités de districts de Pichari et Kimbiri (région Cuzco).

Ce travail conjoint mené entre les organisations paysannes et les municipalités permet de tirer un certain nombre d'enseignements :

- Il existe au niveau des gouvernements locaux des fonds disponibles qui ne sont pas suffisamment valorisés dans le sens de l'intérêt des familles paysannes.
- Les paysans ont besoin d'information légale et d'accompagnement adéquat pour faire valoir leurs droits dans les espaces de budget participatif. Leur participation se traduit par la mise en priorité d'appuis au développement de l'agriculture, dans ce cas le cacao.
- La capacité d'investissement des municipalités en assistance technique et infrastructures est potentiellement beaucoup plus importante que celle de petits projets de coopération tels que Procacao.
- La stratégie de travail avec les gouvernements locaux peut s'avérer en effet très efficace : les gouvernements locaux de Tumbes cofinancent l'assistance technique par un montant de 100.000 USD et le gouvernement régional de Tumbes a investi en 2007 un montant de 200.000 USD.

3.3 Quelques réussites du travail d'incidence au niveau des gouvernements régionaux

Un des exemples le plus significatif au niveau régional fut le travail réalisé par la coopérative agraire cacaoyère Acopagro face au gouvernement Régional de San Martín. Cet accompagnement commença en 2005, renforçant la structure interne d'ACOPAGRO avec l'insertion de trois techniciens, qui ont assuré en particulier le développement de programmes de gestion d'entreprise, assurant la formation de nouveaux leaders et de promoteurs.

Profitant du fait que la culture du cacao soit la meilleure alternative aux cultures illicites dans la région de San Martín et étant donné le potentiel productif dans la zone, Acopagro coordonna avec le Gouvernement régional pour mettre en place une cellule technique du cacao au niveau régional dans laquelle s'investissent tous les acteurs de la filière et en particulier les trois principales organisations de producteurs de cacao de la région.

C'est à travers cet espace de concertation régionale qu'ont pu être discutés entre les producteurs de cacao et les autorités régionales, l'intérêt économique de la promotion de la filière cacao et l'importance de l'organisation des producteurs pour renforcer le développement productif et contribuer à la durabilité de la filière. Le projet Procacao participe dans cet espace de concertation à travers des 03 organisations bénéficiaires de la région de San Martín. Cette cellule technique est actuellement présidée par M.Mario Cavero Egusquiza, comme représentant de la

coopérative Tocache. Produit de cet espace de concertation local et des propositions des organisations se met en place aujourd'hui une organisation régionale appelée Consortium Amazonien dont la finalité est de développer des projets de transformation du cacao, afin de fixer de la valeur ajoutée au niveau régional. Le consortium est une organisation de troisième niveau intégré par les organisations de producteurs de cacao les plus représentatives de la région San Martín et a comme finalité de négocier avec le gouvernement régional une politique d'appui au développement de la culture de cacao (assistance technique, infrastructure) promue par les organisations. Le consortium envisage également de développer un projet d'investissement partagé avec le gouvernement régional pour la construction d'une unité semi-industrielle de production de produits transformés issus du cacao (poudre, beurre, chocolat).

En plus du travail réalisé dans la région San Martín, les organisations cacaoyères négocient des appuis sectoriels dans 4 autres régions en particulier au niveau des cellules techniques du cacao mises en place à la demande des organisations au sein des gouvernements régionaux de l'Amazonie, de Cajamarca, Huanuco et Tumbes.

En conclusion, le travail d'incidence des organisations dans les espaces de concertation avec les autorités publiques permet d'obtenir des gouvernements locaux et régionaux qu'ils mettent en priorité dans leurs plans d'investissement l'attention et la promotion d'une culture importante pour l'économie paysanne telle que le cacao. C'est grâce à l'incidence des organisations dans ces espaces locaux que se développent des financements publics pour l'assistance technique, se mettent en place des petits projets pour l'amélioration de la qualité du produit, mais aussi et surtout se développe au niveau des autorités publiques une plus grande confiance envers les petits producteurs et leurs capacités à dynamiser l'économie locale.

3.4 Principales réussites au niveau national à travers l'appui à l'Appcacao

L'association péruvienne de Producteurs de cacao (APPcacao), une jeune organisation fondée en octobre 2004, naît dans un contexte de manque de représentativité des petits producteurs de cacao péruviens et comme alternative à la recherche d'espaces de négociation politique avec le secteur privé et l'Etat dans son ensemble. Les organisations cherchent dans APPCACAO une plateforme d'échange et de formulation de propositions techniques et politiques, afin d'assurer développement à long terme de la filière.

Depuis sa création, APPCACAO travaille pour l'amélioration de l'image du secteur cacao au Pérou. Sans son existence, les grands industriels et l'Etat ne se seraient pas préoccupés de négocier des aspects clés pour le développement d'une filière de cacao de qualité, tels que la technification agro-écologique de la culture et la certification, le développement de politiques de qualité et la mise en place d'infrastructures de fermentation et séchage, la formation des producteurs sur le fonctionnement de l'aval de la filière, le développement de programmes de crédit et surtout l'exportation directe du produit par les producteurs organisés. Au-delà de l'apport d'Appcacao au développement de capacités de gestion collective de la filière, il s'agit au niveau de ce syndicat national de défendre face au secteur privé et l'état la pertinence d'un modèle agricole basé sur l'agriculture familiale et une proposition d'un développement géré par les communautés rurales.

En peu de temps, l'Appcacao s'est positionnée comme interlocuteur privilégié des autorités nationales (contacts avec le ministère de l'agriculture sur la réglementation nationale et la compétitivité...) dans un contexte très favorable sur le segment du cacao de qualité (déficit d'offre sur le marché international donc prix élevés).

La mise en œuvre coordonnée par l'Appcacao de différentes propositions techniques et d'organisations avec différents partenaires techniques et financiers tels que Procacao, les nations unies, l'USAID a permis d'asseoir les bases de développement du secteur cacao et leur discussion dans différents espaces au niveau national. Grâce aux petits producteurs de cacao représentés par l'Appcacao, aujourd'hui l'Etat péruvien reconnaît aujourd'hui sur la nécessité de concertation des différents acteurs pour améliorer la production, la qualité et la création de valeur ajoutée dans le pays. Le ministère de l'agriculture après deux ans de travail et de pression de l'Appcacao a proposé au gouvernement un document de politique pour le développement de la filière cacao.

APPCACAO, avec l'appui du projet PROCACAO, met également en œuvre une stratégie de promotion, sensibilisation à l'opinion publique profitant de différents espaces au niveau national. Ainsi, l'APPCACAO participe avec un représentant aux réunions des syndicats nationaux agricoles comme la convention nationale agraire (CONVEAGRO) et l'association des agro-exportateurs du Pérou (AGAP) et dans des espaces politiques comme la commission agraire de l'Assemblée nationale. L'APPCACAO fait également partie de la commission technique multisectorielle pour la formulation d'un accord-cadre pour la promotion de la filière cacao et chocolat, avec la production d'un document préliminaire pour son approbation. Dans ce cadre APPCACAO promeut la réglementation de qualité du cacao péruvien, en coordination avec les responsables techniques de qualité des organisations qui exportent directement.

Un clair exemple d'incidence politique et d'articulation des organisations constitue la présentation du projet de Loi N°1881- sur le Régime spécial pour les petits producteurs (REPA), impulsé par la Convention Nationale agraire (CONVEAGRO) et travaillé avec les différentes organisations sectorielles dont APPCACAO. Ces propositions ont été négociées par les organisations paysannes en particulier par des actions de lobbying auprès de la Commission Agraire du Congrès de la République et des hauts fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture. Parmi les bénéficiaires qu'octroierait le REPA, suite à la mise en œuvre de ce projet de loi, figure l'exonération du paiement de l'impôt sur le revenu (IR) pour les producteurs disposant de revenus limités. De plus, à travers Conveagro l'Appcacao défend des propositions communes d'exonération de TVA sur un certain nombre d'intrants nécessaires à l'activité agricole.

4 Défis pour le futur en termes d'incidence politique pour les producteurs de cacao

Au niveau local, les organisations de producteurs de cacao doivent en premier lieu consolider leur participation dans les espaces de représentation et de budget participatif, dans le but de mettre en avant les demandes d'appui des familles productrices.

Les organisations de producteurs doivent consolider une proposition pour le développement de leur activité, cette proposition doit être discutée avec d'autres acteurs locaux, dans le but de mettre en réseau un ensemble d'organisations qui donnent leur aval et appuient cette proposition et ce afin d'accroître la légitimité et la capacité de négociation des organisations.

Le défi majeur est de **combinaison la gestion d'entreprise des organisations avec le développement de la participation de leurs bases sociales**. Il est certain que sont en train de s'obtenir des accords et des financements importants dans les espaces locaux, mais ceux-ci pourraient être majeurs si les organisations professionnalisent leurs capacités de proposition et d'incidence politique.

Au niveau régional, dans le contexte péruvien, les gouvernements régionaux manient des budgets importants que souvent ils ne réussissent pas à dépenser par manque de bonnes propositions. Pour cette raison, les organisations proches géographiquement doivent consolider leur effort de concertation, de telle manière qu'ils puissent disposer de capacités majeures de proposition et de négociation dans les espaces régionaux. Ici il est nécessaire que certaines organisations mettent de côté leurs intérêts de développement propre et donnent l'ouverture à un travail partagé avec d'autres organisations.

Les politiques régionales qui défendent les producteurs doivent répondre à leur stratégie de relation avec le marché. Dans le pays, certains programmes de coopération ont imposé des modèles de développement qui mettent en avant la productivité au détriment de la qualité, pour cette raison les organisations doivent discuter et valider dans les espaces régionaux la proposition de développement du cacao qui leur convient.

Un autre thème clé à développer avec les organisations est la constitution et la consolidation de structures financières maniées par les propres producteurs, mettant en avant la consolidation d'alliances entre organisations avec la finalité de constituer des structures financières qui dispose d'une assise suffisante pour réduire leurs coûts d'opération.

Au niveau national, les organisations doivent renforcer leur organisation nationale Appcacao, comme un outil de gestion commune de la filière et de proposition. L'Appcacao doit défendre des propositions de développement sectoriel, par exemple avec le ministère de l'Agriculture sur un programme national d'assistance technique avec l'INIA, sur la nécessité de compter sur un programme national de recherche sur le cacao, avec le Ministère du commerce extérieur, sur un programme de promotion du cacao valorisant la qualité du produit et le rôle des organisations de producteurs...

Les organisations régionales de cacao doivent également renforcer leur participation dans cette espace et conduire Appcacao à mieux coordonner ses efforts avec d'autres organisations sectorielles au niveau national comme l'organisation nationale des petits producteurs de café par exemple afin de proposer et défendre des politiques favorables au secteur paysan dans son ensemble.

Pour terminer, au niveau andin, en s'inspirant de l'expérience développée par AVSF avec les producteurs de café, il est stratégique de renforcer l'émergence d'une position commune des producteurs de cacao. Il sera proposé en particulier de provoquer des espaces de rencontre entre les organisations de cacao du commerce équitable pour renforcer la capacité de proposition du réseau cacao de la confédération latino-américaine et des caraïbes des organisations de producteurs de commerce équitable (CLAC), pour proposer par exemple la définition de nouveaux standards de prix et de meilleures garanties pour limiter l'entrée de grandes entreprises dans le commerce équitable. On cherchera à développer également des propositions au niveau de l'espace politique de la Communauté Andine des Nations (CAN). Dans le cas des producteurs de café, les organisations nationales FECAFEB en Bolivie, l'Association Nationale des producteurs de café au Pérou et Corecaf en Equateur, ont réussi à assurer une défense commune des intérêts des producteurs au sein d'une commission "CAN café" créée par la CAN.

© AVSF – RURALTER, Lyon - France, 2008

Reproduction partielle autorisée avec mention de la source : Pierril Lacroix, Romain Valleur pour Agronomes et Vétérinaires sans frontières (www.avsf.org)



Association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, **Agronomes et Vétérinaires sans frontières** s'est donné pour mission d'agir avec les familles rurales isolées les plus menacées par la grande pauvreté et l'exclusion. Elle appuie les agricultures paysannes et met à leur service les compétences de professionnels dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale. Agronomes et Vétérinaires sans frontières coopère dans plus de vingt pays, en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, au côté des sociétés paysannes pour lesquelles l'activité agricole et d'élevage reste un élément fondamental de sécurisation alimentaire et de développement économique et social.

www.avsf.org



RURALTER est un programme d'**Agronomes et Vétérinaires sans frontières** qui appuie les initiatives de capitalisation d'expériences et diffusion de méthodologies et de référentiels technico-économiques utiles aux acteurs du développement rural, qu'ils soient techniciens d'institutions et de collectivités territoriales ou dirigeants paysans. RURALTER diffuse ses productions sous le label éditorial du même nom.

www.ruralter.org